

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 11/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RADIOR FRANCE SAS

Ecoparc
3 allée des Merisiers
27400 Heudebouville

Références : UBDEO.ERA.2026.176.SG
Code AIOT : 0005800563

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2026 dans l'établissement RADIOR FRANCE SAS implanté 3, Allée des Merisiers Ecoparc Louviers Sud 27400 Heudebouville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 29 avril 2026 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées dont l'objectif est de vérifier la connaissance et la gestion par l'exploitant de ses réseaux, de leur maîtrise afin de limiter les pollutions du milieu par ces biais.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RADIOR FRANCE SAS

- 3, Allée des Merisiers Ecoparc Louviers Sud 27400 Heudebouville
- Code AIOT : 0005800563
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

RADIOR FRANCE est l'un des principaux fabricants mondiaux et le seul français spécialisé dans les encres métalliques, les encres grattables et les encres fluorescentes pour tous les procédés d'impression. L'activité de fabrication d'encre (formulation et mélange) et de stockage de matières premières et produits finis sont réalisés à Heudebouville et emploie 22 salariés avec une amplitude horaire de 8h-18h pour les bureaux et 8h-16h pour la production. Le site est placé sous le régime de l'autorisation pour le stockage et l'emploi de solides inflammables (rubrique 1450 de la nomenclature des installations classées) et soumis à déclaration pour son activité d'emploi/fabrication de colorants et pigments (rubrique 2640) et pour ses autres stockages sous la rubrique 4510 (dangereux pour l'environnement aquatique).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 14
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et 43	Demande d'action corrective	1 mois
2	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
3	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Demande d'action corrective	2 mois
4	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 12/02/1997, article 3.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Ouvrage de protection vis-à-vis du raccordement au réseau AEP	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre à jour le plan des réseaux du site selon la prescription réglementaire, afin d'identifier l'ensemble des réseaux présents et les éléments le composant - disconnecteur, vannes, regards...-.

L'exploitant mettra en place une stratégie d'entretien et de surveillance préventive des réseaux.

Par ailleurs, l'exploitant doit préciser sa stratégie visant à prévenir une pollution accidentelle, en distinguant les actions à mener et en définissant les acteurs associés, que ce soit en heures ouvrées et non ouvrées, le site étant fermé le soir et le week end.

L'exploitant justifiera que les rétentions disponibles sur le site sont suffisantes pour contenir les volumes de rétention calculées pour les zones 1, 4 et 5.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Connaissance et entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et 43
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 4 :</p> <p>II. [...]</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III.- Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. <p>[...]</p> <p>Art. 43 (eaux pluviales) :</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué en séance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le site est équipé de réseaux séparatifs - à sa connaissance, aucun réseau abandonné n'est présent - les réseaux sont gravitaires <p>L'exploitant a fourni à l'inspection le plan des réseaux du 24/09/21 correspondant au relevé topographique du site qui n'a pas été mis à jour depuis, en l'absence de modifications.</p> <p>Le plan distingue le réseau de gaz, le réseau d'eaux pluviales et le réseau d'eaux usées par des couleurs distinctes. Il permet d'identifier, notamment :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - le réseau d'eaux pluviales de toiture et de voirie comportant plusieurs regards - le séparateur d'hydrocarbures <p>En revanche, il ne fait pas apparaître l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ni les dispositifs de protection de l'alimentation. L'exploitant, en séance, n'a pas pu confirmer ou non la présence d'un bac de disconnexion, disconnecteur ou autre dispositif.</p> <p>L'exploitant indique également la présence d'une vanne d'isolement, à l'ouest du parking de stationnement, non représentée sur le plan.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de disposer d'un plan des réseaux complet et conforme à la prescription réglementaire susvisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Connaissance et entretien des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.- Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué en séance qu'aucun entretien n'est réalisé sur les réseaux du site.</p> <p>Le séparateur d'hydrocarbures est entretenu annuellement. L'inspection a consulté en séance le bon d'intervention du 18/08/2025 ainsi que les Bordereaux de Suivi de Déchets du 12/09/2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que l'exploitant définisse la stratégie d'entretien et de surveillance des canalisations et réalise le premier contrôle sous 2 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Connaissance et entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des réseaux
Prescription contrôlée : [...] Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Une vanne d'isolement est présente à proximité du parking du site. Il s'agit d'une vanne manuelle sans automatisme. Le site ne dispose pas de service maintenance. Cette vanne est contrôlée annuellement par un prestataire externe : le dernier rapport du 18/08/2025 a été consulté par l'inspection, il précise que l'entretien consiste dans le « contrôle, graissage des parties tournantes et manœuvres fermetures et ouvertures ». L'exploitant dispose d'une procédure d'urgence de fermeture de la vanne de sectionnement de juillet 2021 indiquant que la vanne de sectionnement doit être fermée d'urgence afin d'éviter l'extension de la pollution. Cette procédure ne précise cependant pas les acteurs de l'action, et les différents cas de figure pouvant se présenter, à savoir la survenue d'un sinistre en heures ouvrées et non ouvrées. Dans les faits, l'opérateur chargé de la fermeture - plusieurs personnes sont habilitées par l'exploitant - doit récupérer le volant de fermeture dans le local du bâtiment administratif avant de se rendre à l'emplacement de la vanne. Néanmoins, hors heures ouvrées (soit la nuit et le week end), l'exploitant indique que la personne chargée du levée de doute (prestataire de télésurveillance) fermerait la vanne. Toutefois, l'exploitant n'a pas pu démontrer que cette mission ait réellement été contractualisée avec le prestataire. Le cadre d'astreinte serait également contacté et se rendrait sur site, le délai n'a pas été précisé. L'inspection soulève plusieurs problèmes : <ul style="list-style-type: none">- le fait de devoir récupérer l'outil de fermeture de la vanne pose le problème à la fois de risque d'oubli lors de l'évacuation, et d'autre part le risque de ne pas pouvoir pénétrer dans les locaux potentiellement en feu ;- hors heures ouvrées, la mission de fermeture de la vanne n'est pas clairement attribuée, ce qui expose le site au risque d'oubli, de fermeture tardive de la vanne entraînant une pollution des milieux.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Lors des exercices incendie, l'exploitant pourrait utilement inclure le test de fermeture de la vanne d'isolement.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit préciser sa stratégie visant à prévenir la pollution accidentelle, en distinguant les actions à mener et en définissant les acteurs associés, que ce soit en heures ouvrées et non ouvrées. Cette stratégie doit être testée à fréquence adaptée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Rétentions et confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/1997, article 3.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement accidentel, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation du site ne prescrit pas de volume de rétention associée au site.</p> <p>L'exploitant a fait réaliser en janvier 2022 par le CNPP un dimensionnement des besoins en eau d'extinction du site (D9) et de la rétention des eaux d'extinction d'incendie (D9A), dans le cadre du projet de construction d'un nouveau bâtiment, et a transmis le dossier à l'inspection. Ce projet n'est actuellement pas à l'ordre du jour.</p> <p>Le dossier a considéré les 5 zones de référence suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - zone 1 : bâtiment existant - zone 2 et 3 : respectivement zone stock et zone production du bâtiment projeté - zone 4 : local de produits dangereux, existante - zone 5 : zone de stockage de déchets <p>Le calcul a pris en compte le besoin en eau déterminé dans le calcul D9, le volume d'eau lié aux intempéries, et le volume lié aux produits stockés, pour chacune des surfaces de référence. Les zones 2 et 3 ne sont pas à considérer, le projet n'ayant pas été mis en œuvre.</p> <p>Le volume de rétention nécessaire est déterminé par zone :</p> <ul style="list-style-type: none"> - zone 1 : 388m³ - zone 4 : 124m³ - zone 5 : 123m³ <p>Le dossier précise que « le bâtiment ne dispose pas de rétention dédiée ». La rétention des eaux d'extinction est assurée au niveau des quais de chargement. »</p>

<p>Ainsi, selon les éléments de l'exploitant, la rétenction pour le bâtiment existant correspond à la zone extérieure au niveau des quais, l'inspection s'y est rendue lors de la partie terrain et a constaté une topologie en pente.</p> <p>Pour le local produits dangereux, la rétenction est assurée en interne.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant ne dispose pas des éléments justifiant que les volumes de rétenction existants sont conformes aux volumes déterminés par le calcul D9A.</p> <p>Les prescriptions relatives au besoin en rétenction du site seront modifiées dans une mise à jour ultérieure de l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera que les rétentions disponibles sur le site sont suffisantes, conformément aux volumes de rétenction calculées pour les zones 1, 4 et 5.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Ouvrage de protection vis-à-vis du raccordement au réseau AEP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection du réseau d'eau potable</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'arrêté d'autorisation fixe, en tant que de besoin, les dispositions à prendre pour la réalisation et l'entretien des ouvrages de prélèvement.</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu, en séance, confirmer ou non la présence d'un dispositif de protection du réseau d'eau potable.</p> <p>A noter que ces dispositifs sont à contrôler annuellement par un organisme externe.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera de la conformité au texte susvisé en mettant en place, le cas échéant, un</p>

plan d'actions correctives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois